

Conférence de presse du chef de l'État

La fête a été gâchée

Deux mois après sa prise de pouvoir par ce qu'il appelle un contre-coup d'Etat, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall a tenu le samedi dernier (8 octobre) aux environs de 23 heures 30 sa première conférence de presse dans une grande salle située dans la résidence. C'est la première fois en 27 ans qu'un Chef d'Etat se prête au jeu des questions réponses avec la presse nationale. La fête a été cependant gâchée par le grand nombre de "journalistes" invités à ce qui était une première expérience et qui ne devait pas échouer.

Samedi 8 octobre, aux alentours de 21 heures 30, les voitures des journalistes arrivent une à une devant la Banque Centrale. Les premiers groupes

commencent à se former en attendant que les militaires les autorisent à accéder à la Présidence. Après 30 minutes d'attente, on leur demande de passer par l'autre porte, du côté du ministère des Affaires Etrangères. Certains continuent avec leurs voitures. D'autres préférèrent marcher. Arrivés devant les grandes grilles, ils sont obligés de patienter encore un bob bout de temps. Le lieutenant, qui tient une longue liste entre ses mains, ne sait plus où donner de la tête: parler avec ceux qui sont dans les voitures ou avec ceux qui forment des groupes. Finalement tout le monde accèdera au palais, même ceux qui ne sont pas accrédités, ajoutant ainsi à la confusion. Plus de 100 journalistes et détenteurs de récépissés s'engouffrent dans la longue allée qui mène à la résidence qui abritera la conférence de presse.

Les représentants des journaux paraissant régulièrement, qui croyaient naïvement que la

rencontre allait leur être raisonnablement consacrée, se concertent rapidement. Ils décident à l'unanimité de ne pas poser de questions au Président pour protester contre ce sabotage et lui permettre de se rendre compte par lui-même de l'état de déliquescence et d'anarchie dans lequel se débat la profession. Et, pour une fois, la presse a pu faire (ou ne pas faire, c'est selon) entendre sa voix. L'exposé du président, qui a surpris par sa clarté et sa sincérité, devait être suivi par des questions à la hauteur du débat qu'il soulève pour atteindre le niveau auquel l'opinion publique aspire. Or, à part quelques questions posées par les correspondants des organes de presse étrangers, le reste a frôlé le ridicule. Agacé, le président a fini par le remarquer et, à la fin, il éludait les questions avant de s'adresser aux intervenants en leur disant "qu'il est inutile de poser des questions auxquelles on a déjà donné des réponses".

Suite en page 3

La fête a été gâchée

Suite de la Une

Ecuries d'Augias

Le président s'est-il rendu compte que son souci d'ouverture et sa volonté de montrer l'importance de la presse indépendante (marginalisée, censurée, piétinée sous son prédécesseur) ont été purement et simplement sabotés? D'abord par le ministère de l'Intérieur qui a envoyé à la Présidence une liste de plus de 70 journaux, "paraissant plus ou moins régulièrement" (?), puis par ses propres services qui n'ont pas pu séparer le bon grain de l'ivraie, et en fin par le ministère de la Communication qui n'a jamais joué son rôle de tuteur. Selon ce vieux routier de la profession, "ce boycott a permis au président d'être conforté à la dure réalité de la presse indépendante et le phénomène Pashmerga, dont il a vu des exemples patents, lui a révélé l'état lamentable de la profession. Il prendra certainement conscience de la nécessité de nettoyer ces écuries d'Augias qu'est devenue la presse en Mauritanie". Plus concrètement, à quel sert-il d'inviter autant de "journalistes" quand ils n'ont pas de journaux? Pour notre interlocuteur, "ce genre d'initiatives ne peut avoir le maximum d'impact que si on sélectionne les meilleurs supports. En France, par exemple, quand le président veut s'adresser au peuple le 14 juillet, il choisit toujours TFI et France 2 et aux Etats-Unis, seuls 17 journalistes sont accrédités à la Maison Blanche. Je ne vois donc pas pourquoi on n'en ferait pas autant chez nous".

Volcan et vernis

Dans son exposé, le président a évoqué les thèmes qui, selon lui, intéressent les Mauritanien. Avant tout. Il a d'abord parlé de la situation politique marquée depuis l'indépendance par le système du parti unique, qui a engendré une série de coups d'Etat parce qu'il n'existait aucun moyen d'alternance au pouvoir. "Ce qui était possible dans les années 60 n'est plus possible au 21ème siècle. Nous sommes dans une région où l'alternance est

devenue un phénomène tout à fait ordinaire. Nous, avec notre système politique verrouillé, nous étions hors du monde. Pire, nous étions assis sur un volcan et nous ne savions pas quand est-ce qu'il allait exploser ni comment", dira-t-il.

La situation économique est comme la situation politique: désastreuse. Selon lui, "tout n'était que du vernis, nous mentionnons à nous-mêmes et à nos

partenaires. Mais le mensonge finit par vous rattraper". Le président utilisera même une formule imagée pour décrire la situation économique: "le pays ressemblait à une épicerie pleine de boîtes, mais qui sont toutes périmées".

En réponse à certaines questions, le chef de l'Etat reviendra sur les islamistes en détention. "Il a été prouvé que ces gens ont subi des entraînements et s'apprêtaient à commettre des

actes terroristes en Mauritanie. Ils ne sont donc pas concernés par la mesure d'amnistie et c'est à la justice de trancher", dira-t-il.

Concernant les déportés, Ely Ould Mohamed Vall fera la même réponse que dans son interview à Jeune Afrique: "Tous les Mauritanien sont libres de rentrer chez eux. Soit ils ont leurs pièces d'état civil, et là il n'y a pas de problème. Soit, ils n'en ont pas. Dans ce cas, s'ils réussissent à prouver qu'ils sont des nôtres, ils sont les bienvenus".

Même son de cloche pour le parti islamiste: "L'Islam est la religion de tous les Mauritanien et aucun parti ne peut prétendre en détenir le monopole". Allusion on ne peut plus claire au Parti de la Convergence Démocratique (PCD) qui regroupe une tendance islamiste et qui attend une reconnaissance qui risque de ne pas être pour demain.

Le Président n'a donc pas abordé de nouveaux thèmes par rapport à ceux qu'il a évoqués dans sa dernière interview à Jeune Afrique. La nouveauté réside dans le style: un homme parlant franchement, sans tabous et sans langue de bois. Il faut dire que la presse en avait grand besoin. Les décennies de mutisme ou d'autosatisfaction nous ont désespérés de voir des dirigeants faire ce qu'il se fait le plus normalement du monde ailleurs: parler à la presse.

AHMED O. CHEIKH

Questions sans réponses

Quand sera l'Etat de l'économie au président et avant le début des questions de presse, le ministre Salah Mohamed Ould Boubacar a dressé un tableau sombre de l'économie mauritanienne analysée notamment par un déficit budgétaire qui a atteint 2,5 milliards d'UM au 31 décembre (soit plus de 70% du PIB). Le déficit annuel s'élève à 7,5 milliards d'UM au 31 décembre (soit 18,7% du PIB) et le déficit des dépenses et le mauvais gestion de l'économie de l'Etat. Les dépenses publiques n'ont été que de 10,5 milliards d'UM, contre un déficit de 2,5 milliards pour le COMMERCE EXTERIEUR (SIND).

Le déficit budgétaire annuel aurait pu paraître plus exhaustif s'il était comparé aux dépenses des années passées (120 milliards en 2001, 100 milliards en 2002) et de quelques leur origine. Les dépenses budgétaires ont été financées de recettes. Ould Boubacar n'a pas été plus prolixe sur les chiffres annoncés. Les des certains appellent la banqueroute de l'Etat, les autres sur le déficit intérieure (plus de 80 milliards d'UM) sur la responsabilité de son gouvernement, non moins importants, comme le coût de la dette extérieure avec l'Union Européenne (près de 100 milliards d'EUR) dont seulement 30% sont versés au budget de l'Etat.

Le ministre de l'Etat, le premier ministre n'allait certainement pas se perdre dans ce jargon de faux chiffres. Lui qui a toujours été aux premières loges de ce qui se passe.

Même s'il joue au surpris par le degré de déliquescence de l'Etat, Ould Boubacar aurait pu le faire un peu plus tôt. S'il veut être cru.